

CAMEROUN
MISSION D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE
Projet d'Appui au Développement de l'Enseignement Secondaire et des Compétences pour la
Croissance et l'Emploi (PADESCE)
(P170561)

AIDE MEMOIRE

Yaoundé du 28 novembre au 02 décembre 2022

I. Informations Clés du Projet

| Objectif de Développement du Projet : améliorer l'accès équitable à un enseignement secondaire de qualité et à une formation technique et professionnelle adaptée au marché, avec un accent sur les filles | | | |
|--|---|-----------|---------------------------------------|
| Données | Evaluation éléments clés du Projet | | |
| Date d'approbation : 16/07/2020 Date de mise en vigueur : 21/12/2021 Date de Clôture initiale : 31/12/2025 Date de Revue à mi-parcours (prévue) : 15/05/2023 Montant Crédit/Prêt : US\$ 125 millions Montant décaissé cumulé au [12/09/2022] : US\$ 12.9 millions Taux de Décaissement total effectif (au 12/09/2022) : (source : Client Connection) | <i>Précédent</i> | | <i>Nouveaux taux proposés</i> |
| | <i>Progrès vers ODP</i> | <i>S</i> | <i>MS</i> |
| | <i>Progrès dans la mise en Œuvre globale</i> | <i>S</i> | <i>MS</i> |
| | <i>Composante 1</i> | <i>S</i> | <i>MS</i> |
| | <i>Composante 2</i> | <i>S</i> | <i>MS</i> |
| | <i>Composante 3</i> | <i>S</i> | <i>MS</i> |
| | <i>Composant 4.</i> | <i>NR</i> | <i>NR</i> |
| | <i>Passation des Marchés</i> | <i>MS</i> | <i>MS</i> |
| | <i>Gestion Financière</i> | <i>MS</i> | <i>MS</i> |
| | <i>Gestion du Projet</i> | <i>S</i> | <i>MS</i> |
| | <i>Suivi & Evaluation</i> | <i>S</i> | <i>MS</i> |
| | <i>Gestion Environnementale & Sociale</i> | <i>MS</i> | <i>MI</i> |
| Taux: HS =Hautement Satisfaisant; S =Satisfaisant; MS = Modérément Satisfaisant; MI = Modérément Insatisfaisant; U =Insatisfaisant; HU =Hautement Insatisfaisant; NA =Non Applicable; NR =Non Evalué | | | |

II. Introduction

1. Une mission d'appui à la mise en œuvre du PADESCE s'est tenue à Yaoundé du 28 novembre au 02 décembre 2022. La mission était conduite par Monsieur Mboutchouang Vincent de Paul (Spécialiste en Education, chargé de projet) et Monsieur Mouhamadou Moustapha Lo (Spécialiste Principal en Education, co-chargé de projet). La liste complète de l'équipe de mission est en annexe 1.
2. Les principaux objectifs de cette mission étaient les suivants : (i) évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des clauses datées et de la mise en œuvre des conditions de décaissement convenues dans le cadre de l'accord de financement ; (ii) mesurer les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des indicateurs liés au décaissement (DLIs) de la première et de la seconde année; et (iii) procéder à l'évaluation de l'exécution des aspects techniques, fiduciaires, et de sauvegardes environnementales et sociales du projet.
3. **Remerciements** : La mission exprime ses remerciements pour la qualité des échanges et pour l'implication de tous les interlocuteurs. Elle voudrait remercier en particulier, Madame Pauline Nalova Lyonga, Ministre des Enseignements Secondaires (MINESEC), Monsieur Issa Tchiroma Bakary, Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), Madame Paulette Bayiha, Coordinatrice Générale du PADESCE, Madame Sophie Mbenoun et Monsieur Jean Nguimbous, les

Coordonnateurs Techniques du PADESCE, les responsables et les personnels de tous les départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre du projet ainsi que les personnels du projet.

Les principales conclusions de cet aide-mémoire ont été présentées aux principaux maîtres d'ouvrage. De plus cet aide-mémoire a été discuté et revu par l'Unité de Coordination et de Gestion du Projet PADESCE avant d'être approuvé par la direction de la Banque.

III. Résultats-Constats principaux/Recommandations

4. **Finalisation de la mise en œuvre des engagements légaux et renforcement du dispositif de gestion du projet.** Plus de 10 mois après la mise en vigueur du projet, les membres du Comité de Pilotage (COFIL) et de la plateforme de sélection et d'octroi des appuis financiers (CAF/PSOAF) ne sont pas encore désignés. Il est souhaitable que le projet fasse valider son plan de travail annuel au plus tard en décembre 2022 par ce comité de pilotage et aucun décaissement n'est possible sur le mécanisme compétitif de développement des compétences sans la désignation de l'ensemble des membres de la plateforme de sélection et d'allocation des fonds. Le dispositif de gestion du projet devrait être renforcé pour un meilleur suivi des actions clés retenues lors des missions de supervision, pour une planification rigoureuse des activités de passation de marchés en lien avec le plan de travail annuel ; et pour une mise en œuvre effective des instruments de sauvegardes sociales pour lesquels la mission a suggéré de finaliser la désignation des points focaux du MINESEC et de recruter un consultant pour appuyer l'opérationnalisation du mécanisme de gestion des plaintes.
5. **Accélérer la mise en œuvre des activités critiques à l'atteinte des objectifs de développement du projet.** Il s'agirait de finaliser : (i) les activités préalables (sensibilisation, appel à candidature, finalisation des projets de financement, sélection des bénéficiaires) à la mise à disposition des appuis financiers au bénéfice du développement de l'offre de la formation technique et professionnelle et de la productivité des petites et moyennes entreprises et industries et des acteurs de l'économie informelle ; (ii) le manuel de procédures simplifiées pour les établissements d'enseignement secondaire général et la formation des chefs d'établissement pour faciliter le transfert et l'usage efficient des subventions qui seront mis à disposition par le projet. La mise en œuvre de ces activités critiques est programmée pour le premier trimestre de 2023.
6. **Renforcer la coordination interministérielle et l'appropriation du projet par les équipes ministérielles.** Elles sont nécessaires pour garantir la célérité dans la mise en œuvre des activités et des réformes soutenues par le projet. En particulier, la pertinence des nouveaux référentiels qui seront développés, l'effectivité du cadre national de certification et de qualification, le fonctionnement effectif du COFIL ou du CAF dépendent de la qualité de la coordination et du niveau d'appropriation du projet. Une meilleure coordination entre les Ministères et le projet permettrait également de renforcer la maîtrise des procédures et procédés du projet afin de réduire les délais de traitement des dossiers techniques et financiers.

IV. Mise en œuvre du Projet par composante

7. A la date de la mission, la mise en œuvre du projet enregistre un retard principalement imputable à une mise en vigueur tardive, une faible maturation des activités et des défis de coordination qui ont impacté le calendrier de déroulement des activités. Sur la base des progrès modestes réalisés dans l'atteinte des résultats des deux premières années, la mission a apprécié globalement la mise en œuvre comme étant modérément satisfaisante. La validation des résultats restant de l'année 1, la finalisation du cadre institutionnel indispensable à la mise en œuvre du projet et les progrès substantiels dans l'atteinte des résultats de l'année 2 sont les évolutions qui permettraient de qualifier la mise en œuvre du projet de satisfaisante. Les principaux progrès, défis et recommandations clés de la mission sur chacune des composantes sont présentés en détail dans ce qui suit.

Composante 1 : Appui au sous-système de l'enseignement secondaire général (US\$ 50 millions)

8. Cette composante vise à : (i) améliorer la qualité de l'offre d'éducation dans l'enseignement secondaire général (MINESEC), (ii) promouvoir l'accès à une éducation de qualité aux apprenants les plus vulnérables (filles, réfugiés et déplacées internes) ; et (iii) accroître l'efficacité des ressources

humaines clés (chefs d'établissement et nouveaux enseignants) du système de l'enseignement secondaire général.

9. La mission a fait le point avec les équipes ministérielles en charge de la mise en œuvre du projet sur les progrès dans l'atteinte des trois indicateurs de décaissement de cette composante pour les années 1 et 2. Il ressort que les progrès sont modérés dans l'ensemble. Parmi les progrès, il ressort que conformément aux attentes de l'année 1 : (i) le programme d'imprégnation pour les nouveaux enseignants est disponible et a été revu par l'évaluateur indépendant et accepté par la Banque mondiale le 12 juin 2022 (DLI 3) ; (ii) le programme d'accréditation des chefs d'établissement d'enseignement général est disponible (DLI 2) ; (iii) un projet de liste des 350 établissements bénéficiaires des appuis pour la mise à niveau de l'environnement d'apprentissage est disponible ; (iv) les normes et standards pour les établissements d'enseignement secondaire général (ESG) sont définis. Pour la seconde année les équipes ont travaillé au développement d'un *google classroom* (plateforme d'apprentissage en accès libre de l'entreprise Google) qui devra à court terme soutenir la mise en œuvre des programmes d'imprégnation des nouveaux enseignants et d'accréditation des chefs d'établissement.
10. La mission a suggéré que les éléments de preuve de l'atteinte du DLI 2 pour la première année soient transmis à l'évaluateur indépendant pour revue et partage du rapport au plus tard à la fin du mois de décembre 2022. Pour la seconde année, il est attendu de ce projet les formations d'au moins 18% des chefs d'établissements (DLI 2 année 2) et d'au moins 95% des nouveaux enseignants (DLI 3 année 2) du MINESEC suivant une modalité hybride (présentiel et en ligne). Sur ce point, la mission a apprécié que l'équipe technique ait avancé avec le développement d'un *google classroom* qui permettra de soutenir ces formations durant les sessions synchrones ou asynchrones et sur l'initiative d'un comité scientifique. Cependant, la mission a souligné l'intérêt d'avancer concomitamment sur les points critiques suivants : (i) la finalisation du développement des modules de formation des nouveaux enseignants et des chefs d'établissement ; (ii) la conclusion des discussions avec le programme apprendre de l'Agence Universitaire de la Francophonie sur le cadre de collaboration sur l'accréditation des chefs d'établissements ; (iii) le démarrage du processus de passation des marchés pour l'impression des documents à mettre à la disposition des chefs d'établissements et des enseignants lors des sessions de formation ; et (iv) la planification et l'organisation des modalités logistiques des formations en présentiel. Pour les formations à distance, l'équipe de mission a recommandé que les vidéos de formation et les versions papier des modules qui seront mis en ligne soient développées aux bénéfices des nouveaux enseignants et des chefs d'établissement qui sont dans les zones sans accès à l'électricité ou internet. De plus, une campagne d'information et de sensibilisation auprès des bénéficiaires de ces formations sera déployé dans les prochains mois conformément au le plan de travail de 2023.
11. En ce qui concerne la sous-composante sur l'amélioration de l'environnement d'apprentissage dans les ESG (DLI 1), les résultats attendus pour la première année incluaient : (i) l'élaboration et adoption d'un manuel simplifié de procédures (SIPM) pour les établissements, incluant la liste des standards de qualité ; (ii) la publication d'une liste définitive des établissements bénéficiaires ; et (iii) la publication d'au moins 80% des projets d'établissement. A la date de la mission, la liste des établissements qui seront bénéficiaires est disponible et en attente de publication, un draft de manuel de procédures simplifiées a été développé par les équipes techniques. La finalisation dudit manuel déclenchera la formation des services déconcentrés et des parties prenantes au niveau des établissements sur la réforme soutenue par cette sous-composante et la publication des projets d'établissements. La mission a suggéré que : (i) la publication de la liste des établissements bénéficiaires soit faite et que la requête pour l'ouverture des sous-comptes bancaires soit transmise afin que l'unité de coordination puisse avoir les numéros de comptes des ESG soutenus par le projet ; et (ii) le manuel de procédures simplifiées soit finalisé sur la base des commentaires partagés par la Banque mondiale. Ces deux actions clés devraient être finalisées d'ici le 31 décembre 2022.
12. Dans le cadre de l'amélioration de l'environnement d'apprentissage les ESG ciblés, le projet finance un programme de soutien à la scolarisation des jeunes filles vulnérables dans 4 régions (Nord, Extrême-Nord, Est, Adamaoua). Ce soutien aux filles vulnérables s'effectue en lien avec le projet

d'autonomisation des femmes et de dividende démographique (SWEED) qui apporte également des appuis similaires dans les régions du septentrion (Nord, Extrême-Nord et Adamaoua). La mission a souligné qu'afin d'éviter la duplication et de renforcer la complémentarité avec SWEED, le projet devrait : (i) se focaliser sur les ESG des régions du septentrion non couvertes par les transferts monétaires aux jeunes filles effectués par SWEED ; (ii) renforcer son soutien dans les ESG de la région de l'Est qui n'est pas couverte par SWEED et élargir le programme sur d'autres régions (Centre, Sud, etc.) si la cible de 10,000 filles ne peut pas être atteinte dans les ESG des 4 régions ciblées ; et (iii) de définir le cadre de collaboration sur le développement des espaces sûrs avec SWEED. Un atelier est planifié avec SWEED la semaine du 10 janvier 2023 pour finaliser ledit cadre de collaboration entre les deux projets.

Composante 2 : appui au développement du système des compétences (US\$ 63.5 millions)

13. Cette composante vise à améliorer la qualité et la pertinence des programmes de formation technique et professionnelle et à accroître l'accès aux programmes de développement des compétences dans les secteurs économiques ciblés (énergie, agro-industrie, technologies de l'information et de la communication-TIC-, bâtiments et travaux publics-BTP). Elle est organisée autour de trois sous-composantes. La première (sous-composante 2.1) vise à améliorer la qualité et la pertinence des programmes de développement des compétences en appuyant le développement de nouveaux référentiels basés sur l'Approche par les Compétences (APC) et la formation du personnel des centres de formation professionnelle et techniques sur l'utilisation des référentiels qui seront développés. La seconde (sous-composante 2.2) soutient l'accès aux programmes de développement des compétences à travers un mécanisme compétitif pour le développement des compétences. La troisième (sous-composante 2.3) vise à renforcer les capacités institutionnelles du système de développement des compétences. La suite revient sur les progrès réalisés, les défis et les perspectives de chaque sous-composante.
14. La sous-composante 2.1 utilise un mécanisme de décaissement basé sur les résultats. À la suite du rapport favorable de l'évaluateur indépendant, le projet a atteint son résultat de première année en juin 2022 ; qui consistait à produire et approuver : (i) un plan opérationnel et budgétisé de développement et d'implantation des nouveaux référentiels de formation basés sur l'APC et ; (ii) un plan opérationnel et budgétisé pour la formation des enseignants sur l'utilisation des nouveaux programmes référentiels basés sur l'APC. Pour la seconde année, il est attendu : (i) la production d'au moins 15 et 19 référentiels de formation basés sur l'APC au MINEFOP et au MINESEC respectivement ; (ii) la formation d'au moins 550 enseignants sur les nouveaux référentiels développés.
15. A la date de la mission, les équipes techniques du MINESEC et du MINEFOP ont finalisé les enquêtes en besoin de main d'œuvre auprès des entreprises des secteurs ciblés et sont en train de mettre à jour le cadre méthodologique d'élaboration des référentiels. Les livrables finaux de ces deux activités sont attendus au plus tard le 31 décembre 2022. La liste des métiers prioritaires qui découlera de l'analyse des besoins des entreprises va permettre d'engager l'analyse des situations de travail qui se déroulera tout au long du mois de janvier 2023. Les mois de février à avril 2023 seront consacrés au développement des référentiels métier et compétences ; des curricula de formation et guide pédagogique, des référentiels d'évaluation et des guides d'organisation pédagogique et matérielle. Ces activités sont organisées sous forme d'ateliers pratiques dans les entreprises ou technique entre les pédagogues, les méthodologues et les acteurs du secteur privé. La mission a suggéré que l'ensemble des termes de référence de ces différentes activités ainsi que ceux consacrés au recrutement des traducteurs soient partagés au plus tard fin décembre 2022 en vue d'éviter tout retard dans l'organisation logistique, matériel et financière de ces activités critiques pour l'atteinte du résultat de l'année 2. En parallèle, il a été agréé qu'une firme serait recrutée pour appuyer la production de 15 référentiels de formation supplémentaire afin d'accélérer l'atteinte du résultat l'année 3 et garantir un socle adéquat de formation permettant de cibler un nombre conséquent d'enseignants et de formateurs des centres de formation techniques et professionnelles. Les termes de références pour le recrutement de cette firme seront partagés pour revue de la Banque mondiale au plus tard le 15 janvier 2023. Pour les formations des personnels sur les nouveaux référentiels qui

seront développés, il a été retenu qu'en attendant de la finalisation des référentiels, la préparation des aspects logistiques et matériels (identification des enseignants du secteur privé et du secteur public, repérage des sites de formation et des ajustements nécessaires pour leur mise à niveau, etc.) soit entamée, le développement des modules de formation et des principes transversaux (fondamentaux de l'APC, compétences socio-émotionnelles, violences basées sur le genre, etc.) soit finalisé avant la finalisation des nouveaux référentiels.

16. Pour la sous-composante 2.2 qui soutient la mise en œuvre du mécanisme compétitif de développement des compétences (MCDC), la mission a apprécié les évolutions dans la mise en place de son cadre institutionnel et dans la préparation de son opérationnalisation :

(a) Cadre institutionnel. A la suite de l'arrêté du Premier Ministre N°094 CAB/PM du 12 octobre 2022 portant création, organisation et fonctionnement du PADESCE, le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a pris la décision N°000261/D/MINEFOP du 16 novembre 2022 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Mécanisme Compétitif de Développement des Compétences (MCDC)¹ du PADESCE. A la date de la mission, étant donné que le manuel de procédures du MCDC et son personnel clé étaient effectifs, la désignation effective des membres de la plateforme de sélection et d'octroi des appui financiers (PSOAF²) des fonds MCDC restait l'élément manquant pour lever la condition de décaissement sur cette sous-composante. La mission a suggéré une approche proactive du MINEFOP pour accélérer la désignation des membres du PSOAF afin que le premier comité puisse se tenir durant le mois de décembre 2022.

(b) Préparation de l'opérationnalisation du MCDC. Une mission d'appui technique spécifique au MCDC s'est tenue du 14 au 18 novembre 2022, les principales conclusions de cette mission sont consignées en annexe 2. En somme, il a été convenu que : (i) la campagne de communication se déroulera dans les 10 régions tout au long du mois de janvier 2023 et que les sites et les pages officielles du projet en développement contribueraient à cette fin ; (ii) un pool d'expert en évaluation et suivi serait recruté pour accompagner le processus de sélection des candidatures ; (iii) les premiers appels à manifestation pour les fenêtres 2 et 3 seraient publiés en mars 2023 et pour la fenêtre 1 le premier appel à candidature serait publié en juin 2023 pour tenir compte des contraintes liées au développement des nouveaux curricula ; et (iv) des discussions seraient organisées pour finaliser le manuel du fonds de crédits (*revolving funds*) qui s'applique aux centres de formation technique et professionnelle privés au courant du premier semestre 2023.

17. Par ailleurs, la mission a apprécié les dispositions qui sont en train d'être prises par le gouvernement camerounais pour rendre soutenables les initiatives portées par le projet PADESCE dans le cadre de la mise en place du MCDC. Ainsi, elle a été informée des discussions en cours entre les services du MINEFOP et ceux des finances pour élargir les sources de financement du MCDC à travers l'affectation d'une partie des taxes sur les salaires des expatriés séjournant au Cameroun.

18. La sous-composante 2.3 utilise également un mécanisme de décaissement basé sur les résultats pour appuyer les agendas suivants : (i) amélioration des capacités de planification et de pilotage du secteur à travers l'élaboration d'une stratégie nationale de développement des compétences (SNDC) et d'un plan d'action pour le développement des compétences et d'un cadre national de certification et de qualification (CNCQ) ; et (ii) un renforcement du système d'information et de suivi du secteur de développement des compétences.

19. Conformément aux résultats attendus la première année, les équipes techniques ministérielles ont finalisé les projets de SNDC et de CNCQ qui feront désormais l'objet d'une évaluation par l'agence de vérification indépendante. La mission a suggéré que : (i) le SNDC et son plan d'action attendu pour la

¹ Pour des besoins d'ancrage institutionnel le nom de cette entité a évolué mais les modalités de mise en œuvre restent identiques aux dispositions agréées dans le PAD. Dans la suite du projet on parlera de MCDC ou de *skills development facility* (SDF).

² Pour les raisons évoquées ci-dessus, le comité d'allocation des fonds est désormais appelé PSOAF, mais ses missions restent identiques à celles agréées dans le PAD.

seconde année intègre les conclusions des discussions en cours au parlement sur le financement de la formation professionnelle ; (ii) la version finale du CNCQ devra faire l'objet d'une validation politique à un haut niveau pour garantir son opérationnalisation. Ces deux résultats devraient être atteints durant le premier semestre de 2023. Il en est de même pour la mise en place de la plateforme d'information sur les opportunités de formation et de la méthodologie des études de suivi des sortants du système de développement des compétences.

Composante 3 : assistance technique et gestion du Projet (US\$ 11.5 millions)

20. Cette composante est organisée autour de deux sous-composantes : (i) la gestion du projet et le suivi-évaluation (sous-composante 3.1) ; (ii) l'assistance technique (sous-composante 3.2).

La sous-composante 3.1 soutient la prise en charge des salaires des employés, des équipements et des activités de suivi-évaluation de l'unité de coordination. L'équipe de mission a constaté que les principaux personnels clés ont été recrutés par l'unité de coordination et participent à la mise en œuvre du projet. Il a été suggéré à la coordination générale de procéder à une évaluation rigoureuse des spécialistes recrutés après la période d'observation et de finaliser les recrutements du spécialiste en communication, de l'informaticien junior au plus tard à la fin du premier trimestre 2023. En ce qui concerne le recrutement de l'agence de vérification indépendante pour les résultats de l'année 2, il a été retenu que l'unité de coordination reconduirait le contrat du cabinet ayant effectué l'évaluation des résultats de première année, la date projetée de révision de ce contrat est le 30 janvier 2023. En ce qui concerne les autres activités de suivi-évaluation, la mission a permis de noter que le dispositif de suivi-évaluation est disponible au sein de l'unité de projet (manuel d'exécution contenant les procédures de suivi évaluation, TOM2MONITORING, fiches de suivi pour la composante 1 et les fenêtres du MCDC, matrice de suivi général des activités et des rapports trimestriels régulièrement produits, un plan de mise en œuvre du suivi évaluation), mais peine à être diffusé auprès des structures ministérielles. De plus, le suivi-évaluation n'est pas suffisamment utilisé par l'unité de projet comme un dispositif d'alerte et d'aide à la décision à cause d'une faible contribution du responsable à la planification des activités du plan de travail annuel, la diffusion tardive des progrès réalisés par les équipes ministérielles et du projet dans leurs différentes activités. Sur cette base l'équipe de mission a suggéré que le responsable de suivi-évaluation soit associé à la planification des activités et copié avec les équipes techniques du projet et ministérielles à tous les courriels sur les non-objections ou commentaires. De plus, ce dernier devra soutenir la coordination générale dans le suivi des recommandations des missions, réunions de suivi et rapport trimestriel de suivi-évaluation.

21. La sous-composante 3.2 appuie le financement des activités clés pour l'atteinte de l'objectif de développement du projet et pour les réformes sectorielles. La situation des activités d'assistance technique clés est reprise ci-dessous :

- **Evaluation d'impact des nouveaux référentiels de formation basés sur l'APC et des compétences socio-émotionnelles** : Cette activité est préparée avec le soutien des équipes techniques du *Gender Innovation Lab* (GIL) de la Banque mondiale. La mission a permis de faire le point sur la conception et l'approche méthodologique de cette évaluation d'impact et sur la collecte des informations de base sur la population cible (centres de formation professionnelles des secteurs ciblés par le projet). Une mission est prévue au courant du mois de janvier 2023 pour finaliser la définition du champ géographique de l'évaluation d'impact, prospecter les centres de recherches et bureaux d'études. Un point focal a été désigné au sein du projet pour accompagner l'équipe GIL.

- **Etude sur les politiques enseignantes au MINESEC** : Un groupe de travail a été mis sur pied au sein du MINESEC pour accompagner l'élaboration de cette importante politique. Ce groupe de travail a produit un premier diagnostic sur l'évaluation des besoins en enseignants dans l'enseignement secondaire général en proposant des analyses sur le nombre d'heure de travail effectif, les disparités dans le déploiement des enseignants et une estimation des déficits d'enseignants par spécialité. L'équipe de mission a suggéré que cette étude soit complétée par d'autres analyses qui permettraient d'avoir un diagnostic plus exhaustif des aspects clés de la politique des ressources humaines du MINESEC (formation continue des enseignants, cartographie des postes, diagnostic du fichier paie, alignement entre la formation continue et les besoins des établissements, gestion de carrière, mutation des enseignants, etc.). La finalisation

de ce diagnostic va nécessiter que l'équipe technique soit élargie aux acteurs des autres départements ministériels (finance et fonction publique). Des consultants seront recrutés pour animer les discussions du groupe de travail et appuyer l'élaboration d'une stratégie, dont la finalisation est projetée pour le premier semestre 2023.

- **Mentoring et intégration des TIC dans l'enseignement** : la mission a encouragé l'équipe du projet à développer une note conceptuelle et des TDRs pour le recrutement d'une assistance technique qui va accompagner cet important agenda. Ces éléments seront partagés avec la Banque mondiale au plus tard le 30 janvier 2023.

- **Formation des acteurs de l'EFTP sur le suivi des sortants** : La note méthodologique sur le suivi des sortants ayant été validée, la mission a suggéré qu'un plan de formation des parties prenantes (responsables des services centraux et déconcentrés, et des centres de formation technique et professionnel) soit développé et mis en œuvre en prélude à la production des prochains rapports de suivi des sortants. Le plan de formation sera partagé avec la Banque le 30 janvier 2023 et une discussion sera engagée avec le consultant pour sa mise en œuvre.

- **Amélioration de l'intermédiation entre les employeurs et les chercheurs d'emploi**. Une note conceptuelle a été développée par le Fonds National de l'Emploi (FNE) pour renforcer son dispositif d'intermédiation sur le marché du travail. La mission a suggéré que les activités clés de cette note conceptuelle soient inscrites dans le PTAB 2023.

V. Passation de marchés

22. La performance du Projet en matière de passation des Marchés est **modérément insatisfaisante** et le risque lié à la passation des marchés est **substantiel**. L'équipe du projet n'a pas mis en œuvre une des recommandations clés de la dernière mission en l'occurrence la formation du personnel de gestion de projet et celle des membres de la CSPM, en place depuis le mois d'octobre 2022. De plus, la formation à l'utilisation de STEP, recommandée lors de la dernière mission, est encore en cours 08 mois plus tard. Pour ce qui est de la mise en œuvre du plan de passation au cours des 08 derniers mois, la mission a noté quelques insuffisances qui ont affecté la performance en passation de marchés du point de vue des délais de passation, du respect du calendrier d'exécution des activités et de la qualité des documents produits. Il s'agit de : (i) le manque de réalisme dans la planification des activités insérées dans le plan de passation de marchés; (ii) le lancement des procédures de passation en l'absence d'un manuel de procédures validé par la Banque; (iii) la faible appropriation des principes et procédures de passation des marchés par l'équipe de gestion du projet; (iv) les insuffisances dans l'utilisation de STEP et les incohérences des données par rapport à la situation réelle; (v) la performance insatisfaisante de certaines acquisitions à l'instar des équipements informatiques et la connexion interne.
23. De ce qui précède, la mission recommande de: (i) organiser la formation, par le SPM, de tous les autres experts du PADESCE durant le mois de décembre 2022; (ii) organiser la formation, par le SPM, des membres de la Commission Spéciale de Passation des Marchés du PADESCE dans la troisième semaine du mois de Janvier 2023; (iii) ressortir dans Excel, à l'aide d'un diagramme de Gantt, le plan de passation de marchés qui soutient le PTBA, afin d'apprécier le réalisme et de convenir des corrections éventuelles. Le fichier Excel est attendu au courant du mois de décembre 2022 ; (iv) la finalisation de la formation en ligne portant sur l'utilisation de STEP avec obtention du Certificat y afférent en décembre 2022 au plus tard; (v) la transmission sans délai d'une note technique sur la performance des équipements et matériels acquis pour la gestion du projet. Ladite note devra ressortir les lacunes ou insuffisances constatées dans la formulation du besoin et proposer des actions correctives et préventives.

VI. Gestion Financière

24. **Décaissement**. Le taux de décaissement du projet au 29 novembre 2022 est de 10.4%. Depuis le début de l'année fiscale FY23, le projet a soumis trois DRF pour un montant total de 190 millions FCFA. Le solde en compte désigné à date selon Client Connection s'affiche à 2,050 millions FCFA, alors que la

trésorerie effectivement disponible dans les comptes bancaires au 31 octobre 2022 s'élevait à 2,271 millions FCFA.

25. **Prévisions de décaissements jusqu'au 30 juin 2023.** Le projet a soumis des prévisions de décaissements de décembre 2022 à juin 2023 de 38,639 millions FCFA. Ces projections feront l'objet d'analyse et mise à jour sur la base du PTBA 2023 qui devra être partagé durant le mois de décembre 2022. Mais le projet annonce pour décembre 2022 le décaissement de 3.9 millions Euros, soit environ 2,595 millions FCFA, sur la base de l'atteinte des DLI 2, 6 & 7.
26. **Revue de la gestion financière.** Une mission de revue de la gestion financière a été effectuée en septembre 2022 ; la performance a été jugée modérément insatisfaisante en raison essentiellement de processus suivants en cours plusieurs mois après les délais prévus dans l'accord de financement : (i) la validation du manuel d'exécution et des manuels des procédures administratives et financières du projet et des établissements d'enseignement général, et (ii) le recrutement de l'auditeur interne et de l'auditeur externe. La mission a noté que le manuel d'exécution et le manuel de procédures ont obtenu l'ANO de la Banque en octobre. Le projet envisage de boucler le recrutement de l'auditeur interne et de l'auditeur externe avant la fin du mois de décembre 2022.
27. Par ailleurs, la revue a relevé un très faible taux d'exécution du budget 2022 et a invité le projet à prendre les dispositions urgentes nécessaires pour démarrer les activités de la composante 1 et accélérer la mise en œuvre des activités. La mission a été l'occasion de rappeler les principes d'élaboration et de monitoring budgétaire à considérer, ainsi que le délai de transmission du PTBA 2023 au 30 novembre 2022.

Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de gestion financière

| Recommandations | Niveau d'exécution | Commentaires/observations |
|--|-----------------------|--|
| Finaliser urgemment l'élaboration des manuels des procédures administratives et financières du projet et des établissements d'enseignement général ; | Partiellement exécuté | Le manuel de procédures des écoles est en cours de finalisation |
| Achever le processus de recrutement de l'auditeur interne et de l'auditeur externe ; | Partiellement exécuté | L'auditeur interne est recruté. Le recrutement de l'auditeur externe est à la phase des négociations |
| Obtenir urgemment l'ANO de la Banque sur le manuel d'exécution du projet ; | 100% | |
| Prendre les dispositions urgentes nécessaires pour démarrer les activités de la composante 1 et accélérer la mise en œuvre des activités du projet pour atteindre les objectifs de développement fixés | En cours | Le plan d'action 2023 prévoit la finalisation de la vérification du DLI1 en février 2023. Ensuite, suivront les premiers transferts aux écoles. Le MINESEC préconise le renforcement de la coordination entre les DLI 1, DLI 2, DLI 3. Mais surtout, la mutualisation des ressources. Cette approche a merveilleusement fonctionné pour la production des livrables du DLI 2. Etant entendu qu'ayant constaté que nous évoluons sur les mêmes thématiques de " <i>formation des personnels</i> ", l'association de certaines |

| | | |
|--|--|---|
| | | <p>ressources du DLI 3 à celles du DLI 2 a donné lieu à des résultats appréciables. Il est donc plus que probable que cette approche marchera aussi pour la planification et la réalisation de la formation des parties prenantes à l'implémentation de la réforme dans les établissements bénéficiaires des appuis du projet. La mise en œuvre de cette formation aboutira à la production du dernier livrable attendu du DLI 1 ;</p> <p><i>Renforcer les équipes des DLI en injectant des personnes nouvelles ayant des profils spécifiques</i>, lorsque cela s'avère nécessaire. Toutefois, <i>privilégier le renforcement des capacités de l'ensemble des intervenants</i> ;</p> <p>En particulier, il serait très important que les responsables des DLI aménagent davantage leur agenda afin d'accorder plus de temps à la coordination interne des DLI ;</p> |
|--|--|---|

28. Les fonds de contrepartie d'un montant de FCFA 286 millions de FCFA ont été alloués au projet depuis 2019 et se répartissent comme suit : 100 millions de FCFA en 2019, 40 millions de FCFA en 2020 et 146 millions de FCFA en 2022. Les décaissements effectifs sont de 140 millions de FCFA étant donné que les fonds de 2022 à savoir 146 millions de FCFA ne sont pas encore débloqués par le trésor public. Les dépenses relatives aux activités adossées à ces fonds ont été engagées par le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et payées par la Caisse Autonome d'Amortissement.

VII. Sauvegardes

29. Environnementales

La performance environnementale globale du projet passe de Satisfaisant à Modérément Satisfaisant en raison des retards enregistrés dans la finalisation des instruments ;

- **Performance du Staff Environnemental du PIU** : Le PIU compte parmi son personnel une spécialiste Environnementale mobilisée depuis le 14 décembre 2021. En raison de la faible appropriation du nouveau CES de la BM qui s'applique au projet, la performance du spécialiste est notée MS
- **Statut des instruments ESF du projet** : le projet est couvert par un PGES générique et un CGES-CERC, un PEES et un Manuel des Opérations d'Urgence. En raison des difficultés d'appropriation des différents documents et de leur mise à jour, il a été retenu que les spécialistes E&S du projet fusionneraient le PGES générique et le CGES-CERC de manière à disposer d'un seul document facilement exploitable. Lorsque la liste des établissements à réhabiliter sera connue, un PGES-Chantier check-list sera préparé par chaque entrepreneur mobilisé. Le Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) du projet sera alors mis à jour pour refléter ces changements.
- **Incidents/accidents HSE** : le projet n'a pas reporté d'accident au cours de la période indiquée.
- **Exécution des activités E&S inscrites dans le PTBA 2022** : la mission a remarqué que quatre activités programmées cette année n'ont pas été réalisées : le recrutement des OSC pour des activités de formation /sensibilisation sur les questions HSE en milieu scolaire, la formation des chauffeurs de l'UCP à la conduite défensive l'élaboration des NIES, le renforcement des

capacités des acteurs régionaux. Les activités réalisées durant les derniers mois et mentionnées par le Projet se résument entre autres en : la mise en place des mesures de prévention des risques HSE telles que la sensibilisation et la dotation des kits de prévention de la COVID-19, l'achat et l'installation des caméras de surveillance à l'extérieur du bâtiment ; l'achat des équipements de protection individuelle de l'équipe de l'UCP ; l'aménagement d'une rampe d'accès pour personnes à mobilité réduite à l'UCP, l'installation des dispositifs de lutte contre les incendies, d'un plan et des consignes d'évacuation d'urgence, la formation des équipes du projet à la lutte contre les incendies et aux techniques de premiers secours, l'organisation d'une campagne de lutte antivectorielle dans la base administrative du PADESCE est en cours.

30. Sociales

La performance sociale du Projet est jugée Modérément Insatisfaisant au regard des délais observé dans la préparation et opérationnalisation du MGP et PGMO. Les détails sur l'état de mise en œuvre des obligations des NES pertinentes sont inclus dans l'annexe 4 de l'aide-mémoire.

- 1. Capacité de l'équipe en matière de CES.** Les experts E&S du projet ont participé à la formation MGP/VBG de mai 2022 et plusieurs sessions de travail en ligne avec l'équipe de la Banque. La mission note également l'achèvement de la formation sur le nouveau CES de la Banque en ligne par la spécialiste sociale. Néanmoins, la mission constate des lacunes dans l'appropriation des aspects pertinents pour la gestion des risques sociaux, tels que le Plan d'Engagement Environnementale et Sociale (PEES) du projet, MGP, PGMO et VBG. Durant la mission, l'équipe de la Banque a fait une brève formation sur le PEES et les obligations relatifs à l'atténuation des risques EAS/HS dans le projet. La mission a fortement recommandé le recrutement d'un consultant pour renforcer la capacité de l'équipe autant plus que la préparation et l'opérationnalisation des instruments sociales (MGP, PGMO) ont subi un délai pertinent.
- 2. Plan d'action Violence Basée sur le Genre (VBG)/Exploitation et Abus Sexuel (EAS)/Harcèlement Sexuel (HS) :** Le recrutement du consultant en vue de l'évaluation des risques VBG est en cours. Il est recommandé de i) mettre à jour le plan VBG. ii) recruter une ONG qui a une couverture nationale pour assister le projet dans la mise en œuvre du plan d'action VBG/EAS/HS tout au long de la vie du projet ; ii) assurer que la signature des codes de conduite est à posteriori sujet à une formation sur son contenu.
- 3. Procédures de gestion de la main-d'œuvre (PGMO) :** Il est conseillé au projet de renforcer l'équipe de sauvegardes sociales pour la finalisation et mise en œuvre des instruments tels que le MGP et le PGMO validés sous réserve.
- 4. Interventions dans les zones de conflit :** Les TDR en vue de l'évaluation des risques de sécurité (ERS) et de l'élaboration d'un plan de gestion de sécurité (PGS) pour le PADESCE ont été validés par la Banque. La Mission recommande de finaliser le recrutement du consultant.
- 5. NES 7 : Activité en faveur des populations autochtones :** Le recrutement du consultant pour l'élaboration du PPA est en cours.
- 6. NES 5. Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire :** Le CPR a été élaboré et validé lors de la préparation du projet et la pertinence de l'élaboration des Plans Succincts de Réinstallations (PSR) par établissements sera décidée sur la base des projets d'établissements, et la situation de référence. Toutefois les TDR pour les Plans succincts de Réinstallation ont déjà été élaborés et ont reçu les commentaires de la Banque.
- 7. Vulnérabilité :** il est recommandé au projet de veiller à ce que la notion « des personnes vulnérables » au sein des bénéficiaires du projet soit conforme à la politique de la Banque et du client en la matière.

8. Communication (Engagement Citoyen – Mécanisme de Gestion des Plaintes)

8.1 Communication institutionnelle

Une stratégie de communication a pu être finalisée et certains points ont déjà pu être mis en œuvre. En matière de communication institutionnelle, le projet PADESCE dispose déjà d'une bonne présence visuelle auprès du Grand public, grâce à la mise en place d'une charte graphique, de pages opérationnelles sur les réseaux sociaux, ainsi que d'un site d'internet.

Néanmoins, il y a trois points sur lesquels il faudrait renforcer la stratégie de communication et les actions y afférentes : i) la communication vis-à-vis des bénéficiaires du projet situés dans les zones sensibles, ainsi que les femmes, ii) la communication interne qui concerne le personnel et iii) la possibilité de mettre en place des partenariats avec d'autres acteurs (ministères, secteur privé, APE, corporations d'enseignants etc...) afin de démultiplier les actions du projet pour toucher/ informer le plus de personnes ciblées possibles.

Il faudrait également que l'équipe fasse une prévision budgétisée des 6-7 actions identifiées pour les 6 prochains mois.

8.2 Les Mécanismes de Gestion des Plaintes (MGP)

Le MGP n'est pas opérationnel. L'ébauche transmis par le projet pour revue a été validée sous réserve de prise en compte des commentaires. Il a été recommandé au projet de soumettre le plan de communication MGP et les supports de formation à la Banque pour validation avant toute activité y afférentes.

31. Engagements Légaux

Depuis la dernière mission de supervision, le projet a pu mettre en œuvre cinq des sept engagements légaux. A la date de la mission, en dépit de l'arrêté du Premier Ministre N°094 CAB/PM du 12 octobre 2022 portant création, organisation et fonctionnement du PADESCE instituant le comité de pilotage, les membres de ladite entité ne sont pas encore désignés. La mission a sensibilisé les maîtres d'ouvrage sur la nécessité de finaliser cette action dans les meilleurs délais au bénéfice de la gestion du projet. L'engagement légal sur le recrutement d'un auditeur externe n'est également pas réalisé. L'unité de projet a été encouragée à finaliser la négociation avec le cabinet pressenti et à partager le plan de travail de ce dernier au plus tard le 31 décembre 2022.

32. Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission Précédente.

| <i>Recommandations</i> | <i>Statut de la mise en oeuvre</i> |
|--|---|
| Conditions légales | |
| Mise en place du comité de pilotage du projet | En cours |
| Recrutements d'un auditeur interne | Personnel recruté et en poste |
| Recrutements d'un auditeur externe | En cours de finalisation |
| Commission spéciale de passation des marchés | Mise en place et fonctionnelle |
| Manuel de procédures administratives, financières et comptables et Manuel de mise en œuvre | ANO obtenu sur les documents |
| Recrutement d'une agence de vérification indépendante (AVI) | Agence de vérification recrutée |
| Autonomisation de l'unité de projet | |
| Finalisation du manuel de procédures administratives, comptables, financière et de passation des marchés | ANO obtenu sur le document |
| Finalisation du manuel de mise en œuvre | ANO obtenu sur le document |
| Mise en œuvre des activités du projet | |
| Finalisation du recrutement du manager du FCDC | Personnel recruté et en poste |
| Finalisation du recrutement des spécialistes des guichets 1, 2 et 3 | Personnel recruté et en poste |
| Finalisation de la vérification des résultats de la composante 2 | Seuls ls DLIs 4 et 5 ont été vérifiés. Les DLIs 6 et 7 en cours |
| Finalisation de la vérification des résultats de la composante 1 | DLI 3 a été atteint ; DLI 2 en cours de vérification |

| | |
|---|--|
| Finalisation du recrutement de l'agence de vérification indépendante | Agence de vérification recrutée |
| Partage des données sur les établissements et centres de formation (nombre d'apprenants, localisation et secteur) et sur les plans d'action pour l'élaboration des référentiels et la formation des enseignants avec l'Equipe GIL | Les données ont été partagées par le MINEFOP |
| Etude sur les politiques enseignantes au MINESEC | En cours |
| Mentoring et intégration des TIC dans l'enseignement | Non réalisé la note est en cours de préparation au niveau du MINESEC |
| Formation des acteurs de l'EFTP sur le suivi des sortants | Prévue pour le premier semestre 2023 |
| Arrangements institutionnels | |
| Listes des personnes impliquées dans la préparation technique des différents DLI et activités clés du projet | Les notes de services ont été formalisées |
| Suivi évaluation | |
| Situation des postes à pourvoir (non pourvus à ce jour) : ARSE, chauffeurs, auditeur interne | L'assistant RSE et l'auditeur interne sont recrutés. Les chauffeurs seront recrutés dès que le projet va acquérir ses véhicules |
| Renforcer le dispositif de suivi-évaluation avec le développement d'une planification globale des activités du projet incluant les phases de vérification et de décaissement sur les 3 ans et 9 mois restant au projet | Une planification des résultats du projet a été élaborée en juillet 2022, présentée dans le rapport trimestriel de suivi évaluation de juillet 2022, partagée aux responsables DLIs et à l'équipe de projet. |
| Intégration de TOM2MONITORING qui permettra également d'avoir un suivi au niveau de la consommation du budget. | TOM2 MONITORING a été acheté par le projet |
| Sauvegardes sociales et environnementales | |
| Transmission du rapport du premier trimestre (janvier- mars 2022) | Réalisé : Document élaboré et transmis le 19 Avril 2022, commentaires reçus et transmis à la Banque |
| Elaboration des TDR du PPA | Réalisé : Les TDR ont été élaborés et transmis à la Banque le 19 Avril 2022, l'ANO de la Banque a été reçu le 05 Juillet 2022. Le RAMI a été transmis à la Banque le 19 Août 2022. Procédure de recrutement du consultant, en cours |
| Elaboration des TDR des PAR | Réalisé : TDR élaborés et transmis commentaires reçus et intégrés |
| Élaboration des TDR pour le recrutement du consultant en vue de l'évaluation des risques VBG/EAS/HS | Réalisé : Les TDR ont été élaborés et transmis à la Banque mondiale le 5 Mai 2022, l'ANO de la banque a été obtenu le 20 septembre 2022. Les procédures de recrutement du consultant sont en cours |
| Elaboration des TDR ERS/PGS (évaluation et plan de gestion des risques de sécurité. | Réalisé : Les TDR ont été élaborés et transmis le 05 Mai 2022 ANO reçu le |

| | |
|---|---|
| | 12 octobre 2022 recrutement du consultant en cours |
| Elaboration du plan de communication MGP | Réalisé : document élaboré et transmis le 30 Mai 2022 ; commentaires reçus en début décembre ; en cours d'intégration |
| Elaborer le Budget de mise en œuvre du MGP | Réalisé : Le budget de mise en œuvre du MGP a été élaboré et transmis dans le cadre du PTBA du projet |
| Identification des points focaux MGP | Réalisé partiellement : 10 points focaux ont été désignés formellement par le MINEFOP |
| Formation de la Spécialiste de sauvegarde sociale au CES | Réalisé : Formation suivie au mois de juin 2022, Attestation transmise |
| Transmission du rapport du premier trimestre (janvier- mars 2022) | Réalisé : Document élaboré et transmis le 19 Avril 2022, commentaires reçus et transmis à la Banque |
| Finalisation et publication du CGES-CERC | Le CGES-CERC a été revu et transmis 23 septembre 2022. Un addendum au CGES a été élaboré et transmis le 03 novembre 2022 suivant les nouvelles orientations de la Banque du 07 octobre 2022 en substitution au CGES-CERC |
| Finalisation du PGES générique | Le PGES générique a été revu et transmis 8 septembre 2022 ; puis a été renommé en CGES suivant les orientations de la Banque le 23 octobre 2022 |
| Elaboration du Manuel d'intervention d'urgences | Réalisé et transmis à la Banque mondiale |
| Transmission du rapport de suivi E&S du premier trimestre | Réalisé Les rapports du second trimestre ont également été transmis le 18 octobre 2022 et le rapport du troisième trimestre transmis le 03 décembre 2022 |
| Communication | |
| Recrutement de l'expert en communication : partage du rapport d'analyse des CV avec la BM | Processus lancé en début janvier 2022 |
| Recrutement à court terme d'un consultant | Personnel recruté et en poste depuis octobre 2022 |
| Elaboration du plan d'action en termes de communication pour les six prochains mois | Réalisée |
| Elaboration de la charte graphique | Réalisée |

VIII. Plan d'action/prochaines étapes

| Action No. | Action | Responsable | Date Butoir | Commentaires/Statut |
|-------------------|--|--------------------|--------------------|---|
| 1 | Mise en place du comité de pilotage du projet | MINESEC/MIEFOP/UCP | 31/12/2022 | Les correspondances pour la constatation des membres sont rédigés et transmis aux différents ministères organismes |
| 2 | Publication de la liste des ESG bénéficiaires de la sous-composante 1.1 | MINESEC/UCP | 31/12/2022 | Projet de liste disponible |
| 3 | Finalisation du Manuel de procédures simplifiées pour l'atteinte des standards dans les ESG | MINESEC/UCP | 31/12/2022 | Draft disponible à mettre à jour avec les commentaires de la Banque mondiale |
| 4 | Accord sur le Cadre de collaboration avec SWEDD | UCP | 0/01/2023 | Finalisation du document d'intervention commun aux deux projets |
| 5 | Elaboration d'un plan d'action détaillé des DLI 2 et 3 | MINESEC/UCP | 15/12/2022 | Un PTAB a été partagé mais devra être renforcé pour ces 2 DLI au regard des orientations retenues durant la mission |
| 6 | Partager les TDR des activités critiques pour la finalisation des nouveaux référentiels de formation | MINEFOP/UCP | 15/12/2022 | |
| 7 | TDR de la firme qui va appuyer l'élaboration de 15 référentiels de formation supplémentaires suivant l'APC | MINEFOP/UCP | 15/01/2023 | |
| 8 | Rapport de l'évaluateur indépendant pour les DLI 6,7 et 2 | UCP | 31/12/2022 | Preuves de l'atteinte des résultats disponibles |
| 9 | Appel à manifestation d'intérêt des fenêtres 2 et 3 du MCDC | UCP | 30/03/2023 | |
| 10 | Finalisation du recrutement et plan de travail de l'auditeur externe | UCP | 31/12/2022 | |
| 11 | Avenant au contrat du vérificateur indépendant pour les résultats de l'année 2 | UCP | 30/01/2023 | |
| 12 | Note conceptuelle et TDR pour Mentoring et intégration des TIC dans l'enseignement | MINESEC/UCP | 30/01/2023 | |
| 13 | Plan de formation des acteurs de l'EFTP sur le | MINEFOP/UCP | 30/01/2023 | |

| | | | | |
|----|--|------------|-------------------------|--|
| | <i>suivi des sortants et avenant consultant</i> | | | |
| 14 | <i>Rapport de diagnostic en vue de l'élaboration des PSR</i> | <i>UCP</i> | <i>Mars 2023</i> | <i>Rapport de diagnostic en vue de l'élaboration des PSR</i> |
| 15 | <i>Elaboration du plan de communication du MGP</i> | <i>UCP</i> | <i>30 décembre 2022</i> | <i>Elaboration du plan de communication du MGP</i> |
| 16 | <i>Mettre à jour le plan d'action VBG</i> | <i>UCP</i> | <i>30 décembre 2022</i> | <i>Mettre à jour le plan d'action VBG</i> |
| 17 | <i>Recrutement d'un consultant pour appuyer l'équipe E&S</i> | <i>UCP</i> | <i>Mars 2023</i> | <i>Recrutement d'un consultant pour appuyer l'équipe E&S</i> |

IX. Annexes

- Liste des membres de la mission (y inclus noms, postes/titres)
- Situations détaillées des composantes opérationnelles et principales conclusions de la mission sur le MCDC
- Situation de la passation des marchés des 03 activités les plus importantes en valeur
- Contributions détaillées sur les sauvegardes sociales

Annexe 1 : Liste des membres de la mission (y inclus noms, postes/titres)

| <i>Liste de l'équipe de mission</i> | | | | | |
|-------------------------------------|----------------------|----------------|---|------------------|--|
| BANQUE MONDIALE | | | | | |
| Titre | Prénom | Nom | Fonction | Téléphone | Courriel |
| M | Vincent de Paul | Mboutchouang | Spécialiste en Education, Chargé du projet | | vmboutchouang@worldbank.org |
| M | Mouhamadou Moustapha | Lo | Spécialiste Principal en Education, Co-chargé du Projet | | mlo@worldbank.org |
| M | Bernard | Loleka Yongu | Spécialiste en Education | | bloleka@worldbank.org |
| Mme | Dahlia | Meku | Spécialiste en gestion financière | | htakodjoumeku@worldbank.org |
| Mme | Gabriel | Tekumafor | Assistant de Projets | | gtekumafor@worldbank.org |
| Mme | Charlie | Foyet | Spécialiste des Sauvegardes | | cfovetsonkeng@worldbank.org |
| Mme | Barbara | Metuge | Consultante-Spécialiste des Sauvegardes sociales | | bmetugeemade@worldbank.org |
| Mme | Sandrine | Zamedjo | Consultante en Sauvegardes sociales | | Szamedjoabendang@worldbank.org |
| Mme | Odilia | Hebga | Chargée des Relations Extérieures | | ohbega@worldbank.org |
| Mme | Elisabeth Rose | Keme | Chargée des Opérations FCV | | ekemeetame@worldbank.org |
| Mme | Raissa Manuela | Mouahba Wanjou | Consultante | | rmouahbawanjou@worldbank.org |
| M | Jorgen | Billetoft | Consultant | | jorgenbilletoft@gmail.com |
| M | Cheick | Traore | Spécialiste Principal en Passation de Marchés | | ctraore@worldbank.org |
| M | Richard Theodore | Koula Njoh | Spécialiste en Passation de Marchés | | krichardtheodore@worldbank.org |
| M | Daniel Jude | Nkue Nouwezem | Consultant | | dnkuenouwezem@worldbank.org |
| M | Aime Bertrand | Nkouemou | Spécialiste Principal en Développement Social | | ankouemou@worldbank.org |

| PADESCE/MINESEC/MINEFOP | | | | | |
|-------------------------|---------------|--------------------|--|-----------|--|
| Dr | Paulette | BAYIHA | Coordonnateur Général PAESCE | 699836717 | paulettebayiha.padesce@gmail.com |
| M. | Samuel | KOONA KOONAS | Comptable PADESCE | 699504047 | koonakoonas@hotmail.com |
| Mme | Florence | MEDA | QHSE PADESCE | 698747416 | medaflorence@yahoo.fr |
| Mme | Clotilde | ABENE | SS PADESCE | 693091924 | abeneclotilde@yahoo.fr |
| Mme | Clarisse | MBEN | SPM PADESCE | 694037332 | cinesmben@yahoo.fr |
| Dr | Pascal | Bello | Chef de Division des Projets, de la Planification et de la Coopération | 696048700 | Pascal_bello2001@yahoo.fr |
| M | Jean | Nguimbous Ngue | Coordonnateur Technique C1 | 677484180 | jwnguimbus@gmail.com |
| M. | Alain - Brice | TICKY | Inspecteur Coordonnateur Général chargé des Techniques Industrielle | 677795530 | tialbri@yahoo.fr |
| M. | Wilfred | NYEANC HI BAMBO | Directeur de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel | | |
| M | Paul Bruno | Njock | S/Spécialiste F1 | 677843623 | njockpb@yahoo.fr |
| M. | Jean Pierre | ADJABA BIWOLI | Inspecteur Coordonnateur Général chargé des Sciences (DLI 3) | 675339830 | adjabjp@yahoo.fr |
| M. | Robert | WONO EKEME | Directeur de l'Enseignement Secondaire Général (DLI 1) | 677952576 | owonoekemerobert@yahoo.fr |
| Mme | Marie-Therese | Bilola | MINESEC/IPSC/IPM/S UTEEH | 694834372 | mt_bilola@hotmail.com |
| Mme | Bénédicte | MBAZOA | Sous-Directeur de Gestion des Lycées /DESG | 677435461 | Omokolo1965@gmail.com |
| Mme | Stephanie | Pongono | Responsable DLI 7b | 698318831 | stphaniebill@yahoo.com |
| M | Baba | Pedele | Responsable DLI 7a MINEFOP | 696742073 | babapedele@yahoo.fr |
| M | Jean-Pierre | Mbohhou | Manager du pool du MCDC | 699839498 | jmbohhou@gmail.com |
| Mme | Sophie | Mbenoun | Coordonnateur Technique C2 | 699906491 | masota2006@yahoo.com |
| M | Jean | Njoya | RIF PADESCE | 657071743 | jean_njoya@yahoo.fr |
| M | Guillaume | Nzukam | RSE PADESCE | 677891526 | nzukam@yahoo.fr |
| M | Marius | Bayiha | RAF PADESCE | 678154523 | mariusbayiha@gmail.com |
| M | Appolinaire | Mboutchouang | Spécialiste F3 | 676989603 | Polombo2000@gmail.com |
| M | Ntougou | Eric | Spécialistes F2 | | entougou@gmail.com |
| Dr | Noel | Konai | Responsable DLI4a | | noel.konai@yahoo.fr |
| M. | Mathias | Bonongo | Responsable DLI5a | | bonongomathias@gmail.com |
| M. | Gaetang | Belang | Responsable DLI4b | | belanggaetang@yahoo.fr |
| M. | Bertin | Ayong | Responsable DLI 2DLI | | bertinayong68@gmail.com |
| Dr | Ben | Nkwanui | Responsable 5B | | nkwanuiben@yahoo.com |
| Mme | Lydie | Wannamo | Responsable DLI 6b | | wdl_76@yahoo.fr |
| M. | Donatien | Ndebi | Responsable DLI 6a | | donatienndebe7@yahoo.fr |
| Dr | Noel | Konai | Responsable DLI4a | | noel.konai@yahoo.fr |

Annexe 2 : Situations détaillées des composantes opérationnelles et principales conclusions de la mission sur le MCDC

Composante 1 : *Appui au sous-système de l'enseignement secondaire général*

Sous-composante 1.1 : Améliorer la qualité de l'environnement d'apprentissage dans l'enseignement secondaire général

| DLI concernés | Activités menées | Perspectives |
|---|---|--|
| DLI 1 : amélioration de l'environnement d'apprentissage | | |
| Ciblage d'un échantillon de 350 établissements scolaires de l'ESG, bénéficiaires des appuis du projet | Rapport de ciblage réalisé La liste des établissements qui seront bénéficiaires est disponible | Cette liste est en attente de publication par le MINESEC |
| Elaboration et transmission du tableau des standards de qualité agréé par le MINESEC | Révision / Validation du document des standards | Document en cours de finalisation avec la prise en compte des commentaires de la Banque mondiale |
| Elaboration, d'un "Manuel des Procédures pour l'Atteinte des Standards de Qualité par le Etablissements scolaires" (SIPM = School Improvement Procedure Manual) | Un draft de manuel de procédures simplifiées a été développé | Le manuel de procédures simplifiées en cours de finalisation sur la base des commentaires partagés par la Banque mondiale. |
| 80% au moins des établissements ciblés ont élaborés, validé et rendu public leur "Projet d'établissement" | La finalisation dudit manuel déclenchera la formation des services déconcentrés et des parties prenantes au niveau des établissements sur la réforme soutenue par cette sous-composante et la publication des projets d'établissements. | Pas réalisé |

Sous-composante 1.2 : Renforcer les capacités des chefs d'établissements et des nouveaux enseignants

| DLI concernés | Activités menées | Perspectives |
|---|--|--|
| DLI2 : formation et accréditation des chefs d'établissements et de leurs adjoints | Ce programme a été élaboré en régie par l'équipe ministérielle | Activité en cours de vérification Pour la seconde année, il est attendu de ce projet, la formation d'au moins 18% des chefs d'établissements ; et pour le DLI 3, la prise en main à travers le programme de formation d'au moins 95% des nouveaux enseignants du MINESEC suivant une modalité hybride (présentiel et en ligne). |
| DLI3 : prise en main des enseignants débutants | Le programme a été réalisé par l'équipe ministérielle Ledit programme a été validé après vérification de l'atteinte du résultat par l'Agence de Vérification Indépendante et la B.M a notifié le MINESEC du paiement du DLI le 14 juin 2022 Pour la deuxième année, la prise en main à travers le programme de formation d'au moins 95% des nouveaux enseignants du MINESEC suivant une modalité hybride (présentiel et en ligne). L'équipe technique devra avancer sur le développement d'un <i>google classroom</i> | Le Comité scientifique siège le 14 décembre 2022. Les programmes de formation seront validés au 31 décembre La plateforme google Classroom permettra de soutenir les formations des nouveaux enseignants durant les sessions synchrones ou asynchrones et sur l'initiative d'un comité scientifique |

Composante 2 : appui au développement du système des compétences

Sous-composante 2.1 : Amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes de développement des compétences

| DLI concernés | Activités menées | Perspectives |
|---|--|---|
| DLI 4a : 45 référentiels élaborés, approuvés, disponibles et mis en œuvre | 1. Conduite d'une mission conjointe MINEFOP-MINESEC en vue de prioriser les métiers devant faire l'objet de l'élaboration des référentiels 2. Recrutement du Consultant devant produire le Cadre Méthodologique National de rédaction et d'implantation des référentiels de formation | Rédaction des TDR en cours, en vue de la réalisation des AST et du développement des curricula, référentiels et divers guides |
| DLI 4b : 19 référentiels élaborés, approuvés, disponibles et mis en œuvre | | Rédaction des TDR pour le recrutement d'une firme devant élaborer 15 autres référentiels de formation |

| DLI concernés | Activités menées | Perspectives |
|---|------------------|--|
| DLI 5a : Formation de 990 formateurs et personnels des structures publiques et privées de formation professionnelle | | <p>Rédaction des TDR en vue (i) de l'identification des enseignants/formateurs du secteur privé et du secteur public, (ii) repérage des sites de formation, (iii) des ajustements nécessaires pour leur mise à niveau, (iv) du recrutement des experts formateurs devant développer les modules de formation, etc.</p> <p>Suivi des activités du Consultant devant élaborer les compétences génériques de formation du formateur</p> <p>Suivi des activités du Consultant devant élaborer le processus d'habilitation des formateurs</p> <p>Adaption du chronogramme pour tenir compte des délais indiqués dans l'Aide-mémoire</p> |

Subcomponent 2.2: Expanding access to market-relevant skills development programs

November 14-18, 2022

MISSION REPORT

Mission findings

| Issue/topic | Agreed/proposed action |
|----------------------|--|
| Institutional set-up | <p>On the request of Prime Minister Office, SDF has been renamed <i>Mécanisme Compétitif de Développement des Compétences (Competitive Skills Development Facility)</i>. Also, the grant approval committee, the CAF in short, has been renamed. It is now known as <i>Plateforme de Sélection et d'Octroi d'Appuis Financiers</i>. It is expected that all members of the CAF will be appointed shortly. SDF has scheduled the first introductory meeting for CAF on December. The CAF will initially be chaired by a GICAM representative.</p> <p>PADESCE is in the process of identifying focal points within partner organizations in order to ease communication.</p> <p>SDF staffing: Five SDF full-time staff is now in place: Fund Manager, three grant specialists, and the accountant. The M&E specialist is under recruitment. It is important that the last specialist is in place well before the first call, scheduled for March 2023.</p> |
| Window 1 | <p>The window is closely linked to PADESCE Subcomponent 2.1 ('Improving quality and relevance of skills development programs'). Under this subcomponent, new competency-based training (CBT) packages will be developed in selected economic sectors and teachers trained on use of these packages. It is expected that the first batch of 34 CBT packages (MINESEC 15; MINEFOP 19) will be ready for final validation by April 2023. In principle, it is not possible to launch the first call for public TVET institutions under W1 before this process has been completed.</p> |

| | |
|----------|--|
| | <p>Allegedly a small number of CBT packages has been developed previously with the support of GIZ and other development partners. The exact nature and condition of these packages is not known by the SDF Team. The Team has agreed to check the status of the packages and their readiness for implementation. Provided these packages are ready to be rolled out, SDF will consider launching a call for a limited number of grants under Window 1.1, possibly focusing only on one economic sector only. It is expected that a decision on this will be made by March 2023</p> <p>It is expected that the longlist of TVET institutions/schools being identified by MINESEC and MINEFOP will be available by Dec.15, 2022. Thereafter the screening (due diligence) can start.</p> <p>While the application process under W2 and W3 will be based on a two-step process, for public TVET institutions under W1 it was agreed to apply a one-step application procure for public institutions. This means that in principle all the +/- public TVET institutions on the longlist identified by MINESEC and MINEFOP will be invited to submit a full proposal without having to pass through a pre-qualification stage. However, before being invited to prepare an application, all TVET institutions on the longlist will be subject to a due diligence focusing on the physical and human resources available.</p> <p>Support to establishment of production units is not eligible for support under W1.</p> <p>The W1 sub-window targeting non-state TVET institutions was subject to considerable discussion. The details of the planned revolving fund still need clarification. The SDF secretariat agreed to organize a discussion with key stakeholders to finalize the POM for the revolving fund. It is uncertain when the details can be in place and the first call take place. The POM for the revolving fund will be available by June 2023.</p> <p>The following principles were agreed concerning the private sector sub-window: a) all accredited not-state TVET institutions are eligible for support; b) it is not a requirement that the proposed training program is based on the CBT approach, but the training must lead to an officially recognized certificate; c) teacher training can be part of the support.</p> <p>W1 also has a provision for internships. At a later stage, the SDF team will prepare guidelines on how to implement this activity, considering the experience from other internship schemes. It is important to define the conditions for internship, including the role of the private company. Awaiting first call.</p> |
| Window 2 | <p>The SDF articulated the idea to conduct a series of training need assessment events for a selection of potential Window 2 (and Window 3) beneficiaries prior to the first call. The WB representatives emphasized that there is no provision for this in the PAD; it is assumed that the applying firms have inhouse expertise to identify their need for upgrading of the workforce's competences. For W3, application support will be made available. Consequently, it was agreed that the preparation for the first call should follow the steps outlined in the POM.</p> <p>As regards the beneficiaries of W2, it was agreed that also workers in the process of being recruited by an applying firm as well as employees of subcontractors would qualify for training under W2.</p> <p>The SDF Team expressed a strong interest in supporting further development of the apprenticeship system in Cameroon. The WB representatives fully supports this. Apparently, there is already several</p> |

| | |
|------------------------|---|
| | <p>initiatives within this field, including the GIPA apprenticeship scheme. Other important stakeholders in this field include <i>Organisation prof des artisans</i> (OPA) and, in some instance, <i>Chambres de metiers</i>. It was agreed that SDF will prepare a concept note, including a summary of existing experience, they will set the direction for the fund's support in this area. Deadline: end Jan. 2023</p> <p>The SDF will prepare standard unit costs (for example the cost of training a welder for one week) for different types of short-term skills training under W2 as well as W3, reflecting the cost of different types of training.</p> |
| Window 3 | <p>The Grant Specialist in charge of Window 3 informed about the ongoing preparations related to the window. Potential beneficiaries, including GIPA, have already expressed a strong interest in the possibility of getting support through W3. It was agreed that a two-stage process will be used to select beneficiaries under this window. In the second stage, applicants can request support to the SDF for the development of a full proposal. In that purpose, it was agreed that external consultant can support that process and at least a part of their payment needs to be link to successful application. The SDF prepare detailed guidelines on this, and start the recruitment of a pool of proposal consultants. Deadline: March 2023</p> <p>As regards selection of training providers, it was emphasized by the Bank's representatives that these – even individuals - must be officially registered and have a bank account.</p> <p>The session was concluded by a summary of the different documents and procedures that must be in place before the first call, which is scheduled for March 2023.</p> <p>Concept note for operational details of W3: Nov. 2022.</p> |
| Case management system | <p>SDF has not yet identified a consultant to assist with the development and installation of a case management system. It is essential that such a system is in place before the first call for proposals. The SDF team was encouraged to speed up the process and immediately identify a consultant who can assist with this (it was mentioned that the consultant developing the SDF website may be able to do so).</p> <p>The WB consultant has contacted the SDF teams in Rwanda, Uganda, and Sierra Leone to get more information about their case management systems.</p> |
| M&E | <p>The SDF Team is still in a very early stage of setting up the monitoring system. The deliberation therefore mostly focused on key elements such the importance of collection reliable baseline data, procedures for reporting by grantees, and verification mechanisms. The PCU M&E specialist jointly with the SDF M&E assistant will prepare detailed monitoring and reporting procedures. Expected ready by end of Jan. 2023.</p> <p>The SDF intends to hire an M&E assistant to cater for its specific monitoring needs. The recruitment is expected to be completed by Dec. 2022.</p> |
| Communication | <p>The SDF/PADESCE communication expert presented the communication plan for the Fund. The plan includes reliance on information meetings, the internet, and printed and social media. An SDF website will be launched shortly (Dec. 2022). SDF is expecting to start a nation-wide information campaign in Jan. 2023.</p> |

| | |
|--|---|
| | <p>Communication activities related to the implementation after the first call has been announced were briefly discussed. It was agreed that the activities should include publication of success stories as well as creation of networks for experience-sharing among service providers and beneficiaries, for example through WhatsApp. SDF will prepare a strategy for how to conduct different types of external and internal communication. The Bank team recommended that this should be window-specific.</p> |
| Safeguards | <p>Especially two safeguard measures are essential for the SDF: Grievance Redress Mechanisms (GRM) and Occupational Health & Safety (OHS).</p> <p>As regards GRM, it is important that SDF has procedures for (a) how grant applicants can complain about decision by the SDF Secretariat and the CAF; and (b) the quality of training and the behavior of trainers/teachers. Procedures for both situations must be available of the SDF website.</p> <p>Concerning OHS: Especially many micro and small enterprises seriously violate basic OHS principles. It is therefore important that SDF as part of the due diligence conduct an OHS check of the applicant. Also, it is recommendable to conduct a simple OHS check during monitoring visits by SDF staff.</p> |
| Coordination with other development partners | <p>AFD presented its activities related to skills development in agriculture and agro-processing. The presentation revealed that considerable synergies exist with PADESCE/SDF. Other potential collaboration partners include GIZ, African Development Bank, and Islam Development Bank. It was agreed to intensify the information-sharing.</p> |
| Summary | <p>The Implementation Support Mission demonstrated that the SDF Team still has a long way to go before the first call can be launched. This concerns both preparation of different documents (templates), clarification of procedural issue, identification of external support, and engagement with the CAF. The WB consultant shared a selection of templated developed by other skills funds.</p> <p>The four key stakeholders informed about SDF, GICAM, GIPA, CCIMA, and the Competitivy Committee, all expressed high interest.</p> |

GRANT CYCLE STEPS

| № | Step | Documents required |
|---|---|---|
| 1 | Sensitization - Outreach campaign - Establishment of hotline - Creation of SDF website | |
| 2 | Advertisement of call | Pre-qualification template List of activities eligible for support Pre-qualification criteria |
| 3 | Submission of Expression of Interest (pre-qualification application) | As above |
| | Screening of pre-qualification applications | Template for screening of pre-qualification applications |
| 5 | Approval of screenings | Note for CAF |
| 6 | Invitation to submit full proposal | Template for submission of full proposals Letter/email to rejected pre-qualification applicants |
| 7 | Evaluation of proposals | Evaluation criteria for full proposals Scorecards for evaluation panels |

| | | |
|----|--|--|
| 8 | Due diligence | Template for due diligence |
| 9 | Decision on applications by CAF | Note for CAF |
| 10 | Inform applicants of the CAF decision | Letter/email to rejected applicants |
| 11 | Collection of baseline data for SDF M&E system | Baseline template |
| 12 | Signing of contract | Standard contracts for different windows |
| 13 | Submission of procurement request | Procurement template (W1) |
| 14 | Implementation of project as per SDF guidelines and procedures | |
| 15 | Frequent reporting by grantees | Reporting formats |
| 16 | Frequent monitoring visits to grantee | Monitoring sheets |

Sous-composante 2.3 : renforcement des capacités institutionnelles du système de développement des compétences

| DLI concernés | Activités menées | Perspectives |
|--|--|---|
| DLI 6a : Elaboration et mise en œuvre d'une Stratégie Nationale de Développement des Compétences Techniques et Professionnelles (SNDCTP) | Première version de la SNDCTP élaborée par le Consultant recruté à cet effet. | En cours de vérification Prise en compte des débats ayant eu lieu au parlement sur le financement de la formation professionnelle Finalisation du plan d'action détaillé et budgétisé pour la deuxième année |
| DLI 6b : Elaboration et diffusion du cadre National de Certifications et de Qualifications (CNCQ) | Première version du CNCQ élaborée par l'équipe multisectorielle mise en place | Résultat en cours de vérification Consultant devant accompagner l'Equipe nationale à la finalisation du CNCQ et d'un cadre Sectoriel (BTP) en cours de recrutement Plaidoyer auprès des autorités en vue de l'adoption et de la publication du CNCQ |
| DLI 7a : Développement et mise en ligne d'une plateforme et d'une application numérique sur les opportunités de formation | Premières versions de la plateforme et de l'application élaborées et mises en ligne par l'équipe constituée à cet effet. Importation des informations sur les établissements d'EFTP est en cours. | Résultat en cours de vérification Lancement officiel de la plateforme d'information sur les opportunités de formation, avec son extension aux autres départements ministériels pour la deuxième année |
| DLI 7b : Suivi des sortants des différents établissements et structures d'Enseignement et de Formation Technique et Professionnel (EFTP) | 1. Elaboration et validation du rapport méthodologique en vue de la réalisation du design d'une étude de suivi de l'insertion des formés dans le marché de l'emploi, dans les secteurs porteurs ciblés, incluant un test des outils élaborés 2. Réalisation de la collecte des données auprès de 19 EFTP des MINEFOP et MINESEC | Résultat en cours de vérification Extension des études de suivi des sortants aux autres systèmes de formation pour la deuxième année |

Annexe 3 : Situation de la passation des marchés des 03 activités les plus importantes en valeur

| Description | Montant USD | Niveau d'avancement | Prochaine étape | Responsable | Date limite |
|---|-------------|---|---|-------------|------------------|
| Recrutement d'un consultant individuel en vue de l'évaluation du risque de sécurité (ERS) et de l'élaboration d'un plan de gestion de sécurité pour le PADESCE/PAREC. | 306,974.39 | Examen des manifestations d'intérêt | DP simplifiée au Candidat ayant les qualification et expériences les plus pertinentes | PADESCE | 16 décembre 2022 |
| Recrutement d'un consultant individuel en vue de l'évaluation du risque VBG, EAS, HS et l'elaboration d'un plan de prévention et d'atténuation de risques VBG, EAS, HS du PADESCE | 153,487.20 | Examen des manifestations d'intérêt | DP simplifiée au Candidat ayant les qualification et expériences les plus pertinentes | PADESCE | 16 décembre 2022 |
| Acquisition du matériel roulant notamment Trois (03) pick-up et une (01) station wagon | 214,760 | Demande de cotations en cours de révision | Ouverture des cotations | CSPM | 20 décembre 2022 |

Annexe 4 : Contributions détaillées sur les sauvegardes sociales

Violence Basée sur le Genre (VBG)/Exploitation et Abus Sexuel (EAS)/Harcèlement Sexuel (HS) : Le recrutement du consultant en vue de l'évaluation des risques VBG est en cours. Le plan de conception des espace surs est en cours d'élaboration avec le DLI 1, le MINESEC et la collaboration du projet SWEDD. Il est recommandé au projet d'effectuer une présentation du code de conduite aux prestataires du projet et de les sensibiliser avant qu'ils ne le signe. Il est attendu du projet que les activités suivantes soient mises en œuvre :

- Réaliser l'évaluation des risques VBG/EAS/HS ;
- Assurer l'engagement et la consultation communautaire ;
- Réaliser la cartographie des services VBG/EAS/HS et l'analyse de la qualité des services (le consultant du projet pourra s'appuyer sur les travaux existants et actualiser les données pour qu'elles reflètent au mieux les besoins du projet) ;
- Dresser une liste et system de référence sur la base des informations de la cartographie des risques ;
- Dédier un budget pour la prise en charge des cas de victimes et ou survivantes de VBG/EAS/HS, basée sur une approche « remboursement des frais de prise en charge ». Cette approche consistera pour le projet à signer des conventions avec des établissements de référence dans les régions qui se verront rembourser les frais engagés dans la prise en charge des victimes et survivantes de VBG/EAS/HS;
- Veiller à ce que les risques VBG/EAS/HS soient systématiquement adressés et budgétisés dans les documents de sauvegardes ;
- Faire la mise à jour du MGP et y intégrer la cartographie des risques et le system de références ;
- Les codes de conduites doivent être signés par tous les travailleurs du projet après que ces derniers ont reçus une formation ;

Il est recommandé au projet de recruter une ONG qui à une couverture nationale pour assister le projet dans la mise en œuvre du plan d'action VBG/EAS/HS tout au long de la vie du projet. L'approche préconisée est la prévention et la confidentialité est un principe fondateur du MGP.

Procédures de gestion de la main-d'œuvre (PGMO) : Le MGP présenté dans le PGMO ne détaille pas en suffisance les orientations pour la gestion des plaintes de travailleurs contractuel (employer par les entreprises des travaux ou sous-traitants) du projet. Il est conseillé au projet de renforcer l'équipe de sauvegardes sociales pour la finalisation des instruments tel que le MGP et le PGMO.

Interventions dans les zones de conflit : Les TDR en vue de l'évaluation des risques de sécurité (ERS) et de l'élaboration d'un plan de gestion de sécurité (PGS) pour le PADESCE ont été validée par la Banque. La Mission recommande de finaliser la procédure pour le recrutement du consultant.

Le Mécanismes de Gestion des Plaintes (MGP) : Le MGP n'est pas opérationnel. Aucune plainte n'a été enregistrée. La mission recommande de faire appuyer l'équipe des sauvegardes sociales pour la finalisation des outils validés sous réserve. 10 points focaux MGP régionaux ont été désigné par le MINEFOP ; le MINESEC envisage entériner les responsables de DLI en poste pour jouer ce rôle. La mission constate que ces points focaux ne sont pas encore en activité. Des formations à l'endroit des points focaux désignés et en attente de confirmation sont envisagées pour le mois de janvier 2023. La mission recommande au projet de soumettre le plan de communication MGP et les supports de formation à la Banque pour validation avant toute activité y afférentes. Elle rappelle que la signature des codes de conduite est à postériori sujet à une formation sur son contenu.

NES 7 : Activité en faveur des populations autochtones : Le recrutement du consultant pour l'élaboration du PPA est en cours.

NES 5. Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire : Le CPR a été élaboré et validé lors de la préparation du projet et la pertinence de l'élaboration des Plans Succincts de Réinstallations (PSR) par établissements sera décidé sur la base des projets d'établissements, et la situation de référence.

Vulnérabilité : il est recommandé au projet de veiller à ce que la notion « des personnes vulnérables » au sein des bénéficiaires du projet soit conforme à la politique de la Banque et du client en la matière.